

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:
 KWARTALNIE..... 12 fr.
 PÓŁROCZNE..... 24 fr.
 ROCZNE..... 46 fr.
 NUMER ŚRODOWY .. 10 c.
 NUMER SOBOTNI .. 75 c.

Zagranicą :

ROCZNE..... 50 fr.

TELEFON :

TRUDAIN 61.42

POLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE

Wychodzi we środy (po polsku)
 i w soboty (po francusku i po polsku)

Paraissant chaque mercredi (en polonais)
 et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS

Paris et Départements :
 TROIS MOIS..... 12 fr.
 SIX MOIS..... 24 fr.
 UN AN..... 46 fr.
 NUM. DE MERCREDI 10 c.
 NUM. DE SAMEDI... 75 c.

Etranger :

UN AN..... 50 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAIN 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

La Prusse contre la Pologne

Les intrigues germaniques dans l'Europe Orientale.

La défaite militaire allemande, en permettant aux Alliés de sauver la liberté du monde, a fait triompher le principe des nationalités et le libre droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Cependant, par un paradoxe bizarre, alors que l'impérialisme germanique s'est écroulé sur le théâtre occidental des opérations, c'est à l'est de l'Europe que la carte politique a subi les modifications les plus importantes. Les frontières ont, en effet, surtout changé d'aspect sur l'ensemble des territoires situés de la mer Baltique à la mer Noire.

Dans un raccourci saisissant, on peut écrire que la Belgique, la France, l'Italie, la Yougoslavie, la Roumanie ont réalisé leur unité historique et ethnographique, que la Pologne et la Tchécoslovaquie sont sorties de leur tombeau et que le bouleversement russe a fait surgir un groupe d'Etats : Finlande, Estonie, Lettonie, Lithuanie, Ruthénie-Blanche, Ukraine, qui, ayant ri et sans la victoire interalliée, n'auraient jamais fait reconnaître leur indépendance.

De toutes les nations rendues à l'existence politique, il est incontestable que, par son passé, par son degré de civilisation, par sa population dépassant trente millions d'habitants, par sa situation entre l'Allemagne et la Russie, par sa place entre la mer Baltique et la mer Noire, la Pologne tient le premier rang. Mais, par une regrettable omission, les négociateurs du traité de Versailles ont oublié de déterminer les frontières orientales de ce grand pays reconstitué.

Aux heures tragiques d'août 1920, quand les hordes rouges menaçaient Varsovie, quand les pangermanistes voyaient déjà à l'horizon se profiler l'astre de la revanche, les armées polonaises, avec l'appui des plus grandes compétences militaires françaises, livraient la grande bataille de la Vistule qui, après les deux Marnes, sauva les peuples civilisés de l'effroyable avalanche qui eût roulé sur eux. En mars dernier, la Pologne signa avec les Soviétiques le traité de Riga qui, loin d'être une paix de contrainte, fut généreux pour le vaincu. Tout en consolidant la paix européenne, ce traité a permis à la Pologne, depuis six mois, de se livrer entièrement à son œuvre de relèvement et de consacrer ses efforts à son développement industriel et agricole.

Pourtant, en politiques avertis du danger permanent qui serait la conséquence de l'isolement de la Pologne et qu'aggraverait une collusion germano-moscovite, les hommes d'Etat qui ont successivement pris le pouvoir à Varsovie ont tous envisagé une série d'accords d'ordre économique avec les nations voisines. L'une après l'autre, la Roumanie et la Norvège ont ratifié des traités de commerce avec la Pologne, qui est à la veille d'en signer un avec la Tchécoslovaquie. Mais ces accords commerciaux ont besoin d'être complétés par des alliances politiques, et la Roumanie l'a compris la première.

Dans le même ordre d'idées, des diplomates de Prague souhaitent avec la Pologne une entente militaire qui serait déjà réalisée sans le souvenir fâcheux de la question de Teschen. La Pologne enfin a conçu le plan d'une sorte de confédération des Etats baltiques qui engloberait la Pologne, la Lithuanie, la Lettonie, l'Estonie, la Finlande. Si, dans cette union, entraient par la suite la Ruthénie-Blanche, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie, la digne entre Berlin et Moscou serait singulièrement renforcée.

Or, non seulement l'Allemagne a deviné le plan polonais élaboré dans un but éminemment pacifique, mais elle en oppose un autre, établi dans une intention bien différente. Sous le nom de *Dreibund* (Triple Alliance), le Reich favorise la création d'une union offensive de la Lithuanie, de la Lettonie et de l'Estonie contre la Pologne. Le congrès de la *Nordische Woche* (Semaine du Nord), tenu à Lübeck du 2 au 10 septembre, et dont la presse française a à peine parlé, a précisément traité des moyens de relier la Prusse à la Moscovie sans le concours de nos alliés orientaux.

La diplomatie interalliée persistera-t-elle dans son attitude passive devant les tractations lourdes de l'Allemagne dans l'Est européen ? En sacrifiant la Pologne dans la question de Wilno, l'Entente risquerait de jouer un rôle de dupe et de servir d'un cœur léger les intérêts de la haute finance internationale.

Maurice TOUSSAINT.

Ce que furent les olympiades polonaises

Les 6 Français, participant à 8 compétitions, ont enlevé 7 places de premier, 1 place de second, et si, dans les 1.500 mètres, Duquesne a dû s'incliner devant le beau coureur qu'est le Tchèque Vohradik, c'est en grande partie parce que l'effort fourni la veille au soir dans les 8.000 mètres l'avait fortement handicapé.

Au surplus, aurions-nous mauvaise grâce à ne pas avouer que ces succès, nous les escomptions fermement : l'équipe venue en Pologne comprendait les meilleurs spécialistes français et il faut remercier les organisations polonaises et françaises qui nous ont permis de les admirer. La foule qui se pressait autour des barrières d'Agricola a fort bien senti la qualité du spectacle qui lui était offert : dès le samedi soir, elle avait frémé devant les foulées impressionnantes de Lorrain, le style coulant et rapide de Gouilleur, qui domina aisément le but de 800 mètres et la nuit était déjà tombée qu'elle acclamait à chaque de ses passages Duquesne, qui, d'une allure régulière, mécanique et simple à la fois, doublait dans les 8.000 mètres un grand nombre de ses concurrents et finissait avec plus d'un demi-tour d'avance sur son adversaire le plus proche.

La journée de dimanche confirma ces impressions : Lorrain enlevait en grand sprinter le 100 mètres et les 200 mètres. Féry, qui, lors de France-Angleterre, battit tous ses concurrents

et vient d'abaisser le record français de 300 mètres à 36", prenait aisément la tête sur 400 mètres. Couillard, sautant 6 m. 79 en longueur, se classait premier, et Hajaut restait seul concurrent au saut à la perche, franchissant 3 mètres 34.

La foule polonaise fut admirablement sportive : elle voyait, non sans quelque bien compréhensible regret, ses meilleurs représentants battus, mais, prise toute entière par l'admiration pour les efforts fournis, elle applaudissait, acclamait les vainqueurs et il nous est particulièrement appréciable de noter qu'elle réservait son plus bel enthousiasme pour les Français.

Au cours de l'après-midi du dimanche, une délégation de la jeune société franco-polonaise *L'Aigle Blanc*, conduite par son président, M. Amblard, offrit à l'équipe française un bouquet aux trois couleurs ; à la fin des épreuves, Gajaut, le chef et le manager de l'équipe, fut porté en triomphe et forcé de se dérober par la fuite à ses trop nombreux admirateurs. Nous ne cherchons point à exagérer la portée de pareilles manifestations, mais il est permis de dire que la présence à Varsovie des coureurs français valut la meilleure propagande. Le sport se répand partout et atteint tous les milieux ; c'est franc, c'est net, c'est sain, bien des gens ont découvert qu'il existait une France jeune, virile, décidée à maintenir sa supériorité sur tous les terrains.

La présence sur le terrain du ministre de France, M. de Panafieu, fut pour nos athlètes le meilleur des encouragements. La mission militaire française avait délégué le colonel Allegrini et quelques officiers.

L'équipe française est repartie lundi soir pour Paris. Nous ne saurions mieux faire que de rapporter ici les impressions de ces jeunes gens :

"Dites bien à tous, en Pologne, nous ont-ils déclaré, combien nous sommes touchés du magnifique accueil qui nous a été fait. Le comité des Jeux Olympiques polonais, le club d'athlétisme de Varsovie ont eu pour nous des attentions que nous n'osions escompter. On nous a fait fêter, on nous a réservé des places dans les théâtres de la ville, on nous a fait admirer la capitale de la Pologne, et cela sans que, grâce à la bonne organisation, notre fatigue en ait été acerue. Nos remerciements vont à tous, mais plus particulièrement à MM. Garczynski et Kowalewski et aux jeunes gens qui ont été nos guides. L'organisation technique des réunions a été parfaite : il n'y a pas eu d'à-coups, nous avons pu donner toute notre mesure, encore que le voyage et la température sensiblement plus fraîche en Pologne, nous aient un peu handicapés. Les athlètes polonais que nous avons pu apprécier sont des adversaires redoutables : les Puchar, les Piatkowski, les Sosnicki, les Baran, ont une classe certaine et il ne leur manque peut-être qu'un entraînement plus raisonnable. Nous sommes convaincus que la Pologne pourra faire très belle figure dans les sports athlétiques : les hommes que nous avons eu l'occasion de voir paraissent avoir tous les dons naturels nécessaires, il ne s'agit que d'étendre la sélection et de réaliser l'entraînement. Pensez où nous en étions en France, il y a quelques an-

nées ! Or, la Pologne est encore une nation jeune : elle a l'avenir pour elle.

« Nous quittons la Pologne, convaincus que nous y laissons des amis dévoués, des adversaires amicaux mais sérieux pour la lutte future, et nous emportons de Varsovie le meilleur des souvenirs. Encore une fois, merci à tous. »

(*Journal de Pologne.*)

BULLETIN

(Express Télégraphe de l'Est.)

12, rue du Helder.

Mutation et nomination militaires.

Le général Jacyna, chef de la mission militaire polonaise à Paris, sera remplacé prochainement par le général Majowski, ancien chef de l'Ecole d'Etat-Major de Varsovie.

Le général Joseph Haller a été nommé inspecteur général de l'artillerie.

L'assassinat du secrétaire de la délégation polonaise à Moscou.

On mande de Moscou que l'enquête ouverte sur l'assassinat de l'avocat Fronckiewicz, secrétaire de la délégation polonaise à Moscou, prend une nouvelle tournure. Le domestique de la victime, nommé Makaruk, a déclaré qu'il n'avait pas eu de complices et qu'il avait accompli le meurtre tout seul.

Visite diplomatique.

M. Szumski, chef de la délégation ukrainienne soviétique, accompagné de son personnel, a rendu visite à M. de Skirmunt, ministre des affaires étrangères, auquel il a remis ses lettres de créance.

La répression de la spéculation.

La police de Varsovie a mis en état d'arrestation une cinquantaine de personnes qui se livraient à la spéculation sur les valeurs.

La convention commerciale Polono-Tchèque.

MM. Dworaczek et Pawlaczek sont arrivés à Varsovie pour terminer les négociations concernant le naphtha et les produits pétroliers.

La convention commerciale entre les deux pays a été signée le 19 courant.

Une tournée d'inspection du Président du Conseil.

M. Ponkowski, président du conseil des ministres, est parti pour une tournée d'inspection sur la frontière orientale.

Le représentant de la Suisse à Varsovie.

M. Hans Pfyffer Daltishofen, représentant de la Suisse auprès du gouvernement polonais, a remis ses lettres de créance au chef de l'Etat.

L'augmentation des tarifs télégraphiques.

La loi relative à l'augmentation des tarifs télégraphiques a été publiée. La nouvelle parité du franc-or est fixée à 900 marks.

Le Gouvernement Polonais accepte la décision de Genève.

Le gouvernement polonais a donné son acceptation à la décision de Genève, qui lui a été notifiée par la conférence des ambassadeurs.

M. Plucinski, ancien sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur, actuellement haut-commissaire polonais à Dantzig, a été désigné pour représenter le gouvernement polonais au sein de la commission chargée de conclure la convention économique entre la Pologne et l'Allemagne en Haute-Silésie.

Les Soviets préparent une amnistie.

On mande de Moscou que le gouvernement des Soviets prépare un projet d'amnistie qui serait publié prochainement. Cette amnistie s'applique aux spéculateurs et, en partie seulement, aux personnes accusées de s'être livrées à des actes politiques antisoviétistes.

Le communisme trahison d'Etat.

La commission juridique de la Diète a examiné le projet de loi tendant à assimiler l'action communiste à une trahison d'Etat.

La liberté du travail en Russie soviétique.

On mande de Moscou que le commissariat du travail a décidé d'abroger la loi relative au travail obligatoire. Dorénavant, les ouvriers pourront travailler suivant le principe du libre accord avec leurs employeurs. Les médecins et les spécialistes techniques ne sont toutefois pas compris dans ce nouveau décret.

La « contribution extraordinaire ».

On annonce que M. Michalski, ministre des finances, a déposé au conseil des ministres son projet de loi sur la « contribution extraordinaire ».

La circulation fiduciaire chez les Soviets.

On mande de Moscou que les billets de banque émis par la Russie soviétique durant les neuf derniers mois ont atteint le chiffre formidable de 3.227 milliards de roubles. Le chiffre total des émissions faites par les Soviets s'élève à 5.000 milliards de roubles.

Inauguration d'un hôpital.

L'hôpital chirurgical de cent lits offert par la Croix-Rouge Française au ministère de la guerre polonais a été inauguré la semaine dernière à Siedlce.

Un incident Polono-Soviétique.

Le ministère des affaires étrangères a protesté auprès des représentants des Soviets à Varsovie, contre la violation de domicile dont se sont rendus coupables les fonctionnaires de la légation. Dernièrement, l'officier inspecteur de la cavalerie de la 11^e armée, qui a son bureau à l'hôtel de Rome, dans le même local que la légation des Soviets, trouva sa porte clouée de planches. Quand il eut l'assurance que ce fait était dû aux fonctionnaires de la légation soviétique qui avaient l'intention de prendre possession de son bureau, l'officier protesta énergiquement, demandant la punition des coupables. Saisi à son tour de l'incident, le ministère des affaires étrangères protesta également.

La restitution des biens polonais.

Suivant une dépêche de Moscou, la première séance de la commission de réévacuation a eu lieu le 8 courant. La commission a décidé de mettre à la disposition de la délégation polonaise la place nécessaire et les moyens de transport nécessaires pour procéder à ses opérations. La commission a en outre établi la liste de vingt-cinq fabriques qui devront faire retour à la Pologne.

La nouvelle politique économique des Soviets.

En raison de la nouvelle politique économique suivie par le gouvernement des Soviets, les communistes organisent dans toute la Russie des meetings afin de fixer les nouvelles bases de l'organisation sociale.

La contribution forcée.

La commission du budget de la Diète a terminé le projet de « contribution forcée ». Le projet a été agréé par la majorité de la commission.

L'incident de l'hôtel de Rome.

Le représentant des Soviets à Varsovie, M. Karakhan a exprimé ses regrets au sujet de l'incident qui s'est produit dernièrement à l'hôtel de Rome. L'employé qui s'était rendu coupable de l'acte incriminé a été renvoyé à Moscou.

La baisse du prix du blé.

La hausse du mark polonais a amené une baisse assez appréciable du prix du blé.

Le transfert du musée de Rapperswil.

La Diète a décidé de transférer en Pologne le musée polonais de Rapperswil, en Suisse.

EN HAUTE-SIÉSIE

L'action des organisations allemandes.

Les organisations militaires allemandes ont commencé la destruction systématique de tous les ouvrages d'art sur les lignes de chemins de fer.

La fixation de la nouvelle frontière.

La commission mixte, à laquelle participeront les délégués polonais et allemand, sous la présidence du général Dupont, va commencer immédiatement ses travaux de fixation de la nouvelle frontière.

La garde des usines.

Toutes les fabriques, usines et mines de la Haute-Silésie sont gardées soigneusement par la police plébiscitaire et les soldats alliés contre les attaques allemandes qui pourraient éventuellement se produire.

Les préparatifs allemands.

L'organisation centrale des communistes de Haute-Silésie a envoyé à tous ses groupes affiliés une circulaire secrète, dans laquelle elle les informe que des groupes armés allemands sont définitivement prêts à entrer en action. Ces groupes sont cantonnés de manière à encercler presque entièrement le district industriel. Leur mission est de susciter un nouveau « putsch » nationaliste non seulement en Haute-Silésie, mais encore dans l'Allemagne tout entière, afin de favoriser l'avènement d'un gouvernement réactionnaire.

Toutefois, en raison de l'ajournement de l'occupation par les Polonais des territoires qui leur ont été attribués, les membres du *Selbstschutz* ont décidé de retarder le déclenchement du mouvement armé.

On signale néanmoins des attaques isolées. Dans le district de Tarnowska Gora, les fils téléphoniques et télégraphiques ont été coupés.

La population des territoires partagés.

La partie de la Haute-Silésie accordée à la Pologne compte 792.000 habitants dont 262.000 Allemands. Dans le reste du territoire plébiscitaire, on compte 1.100.000 habitants, dont 700.000 Polonais.

L'agitation allemande continue.

L'annonce de la venue en Haute-Silésie du maréchal Pilsudski a redoublé l'agitation dans les milieux allemands. On craint que les organisations allemandes ne préparent un coup de force lors de la visite du chef de l'Etat.

Les populations des districts de Beuthen, Zabrze et Gleiwitz demandent la protection des autorités polonaises.

Les Allemands continuent à dépouiller des valeurs américaines dont ils sont possesseurs les Haut-Silésiens qui passent la frontière pour rentrer dans leur pays.

Les organisations allemandes entrent en action.

Le *Selbstschutz* se prépare à entrer en action dans la partie occidentale du territoire plébiscitaire. Huit trains blindés stationnent à Ratibor.

Dans la nuit de mardi à mercredi, des détachements de *Selbstschutz*, concentrés sur la rive gauche de l'Oder, ont ouvert le feu contre les villages polonais situés sur l'autre rive.

A la suite d'une attaque contre la population polonaise du village de Myslony, des détachements français entamèrent la lutte avec les *Stosstrupples*, dont un fut tué et deux autres faits prisonniers. Les Français s'emparèrent, en outre, d'un certain nombre de carabines et d'une grande quantité de grenades.

Le *Selbstschutz* de Kattowitz a donné le signal d'alerte, afin de provoquer des troubles le jour de l'arrivée des détachements polonais.

La police plébiscitaire de Kattowitz a mis en état d'arrestation des hommes qui venaient d'arriver d'Allemagne.

ECHOS ÉCONOMIQUES

Le commerce avec la Russie.

Au sujet du commerce avec la Russie, tel qu'il se présente dans le moment actuel, nous recevons les renseignements suivants :

Dans le moment présent, toute la frontière polono-russe, sur toute sa longueur, de l'extrême sud à l'extrême nord, peut être, pour ainsi dire, considérée comme fermée. Cette frontière est gardée par 3.500 policiers à pied et 100 policiers montés, qui veillent sur la première ligne, ainsi que par 32 postes douaniers, établis en seconde ligne.

En ce qui concerne le commerce, qui n'est provisoirement qu'un commerce d'échange, 23 postes ont été établis sur la frontière. Deux commissions, composées de représentants des ministères du commerce et de l'intérieur, ont été chargées d'établir des postes, où le commerce d'échange pourra avoir lieu. Ces postes seront strictement gardés et ne seront accessibles qu'aux commerçants russes et polonais, qui auront le droit d'y établir également des magasins de marchandises, servant au commerce d'échange. Ces relations commerciales ne peuvent être que considérées comme provisoires, avant l'élaboration d'un traité de commerce avec la Russie. Actuellement, c'est surtout le bétail qui fait l'objet de l'importation en Pologne. Le prix d'un cheval est d'un million de roubles soviétiques, ce qui, en monnaie polonaise, fait 30.000 marks, c'est-à-dire un prix bien inférieur à celui pratiqué en Pologne. Outre ceci, le cuir, le lin et le chanvre constituent également les principaux objets de l'importation. Il sera impossible à la Russie, pour son commerce avec l'étranger, de ne pas profiter de l'intermédiaire de la Pologne. Ce n'est qu'une faible partie des marchandises d'exportation à l'étranger qui passent par les pays Baltes (500 wagons de marchandises seulement sont passés jusqu'à présent par Riga et Reval). C'est bien peu de choses, si l'on considère ce que pourra devenir le mouvement d'exportation de la Russie, et tout porte à croire que ce commerce d'exportation tendra à se développer, principalement dans les provinces du Sud de la Russie, et que tout ce commerce de transit sera dirigé par Lwow.

A la manière de Lloyd George...

Le bateau de la Compagnie Polono-Américaine New-York, battant le pavillon américain, a été retenu dans le port de Southampton, où les Anglais ont refusé de fournir du charbon pour un bateau appartenant à la Compagnie Polono-Américaine.

Trois jours plus tard, arrivant à Brest, il a pu s'approvisionner pour prendre le large.

Voici un bon exemple de la courtoisie anglaise envers les compagnies polonaises. Je ne doute pas que ces lignes trouveront un écho dans la presse de Varsovie, par l'intermédiaire de Polonia... Emile B...

ECHOS

Nous avons appris avec plaisir que notre excellent ami, M. Henri de Montfort, vient d'être père d'un charmant bébé qui a reçu les prénoms de Claude-Marie.

La Direction de Polonia se fait un plaisir de transmettre à son distingué et heureux frère ses bien vives félicitations.

(De notre correspondant particulier.)

L'Echo de la Côte d'Azur

Joyeusement, les rayons du soleil se baignent dans les vagues de la Méditerranée..., toujours si bleue... Les gros palmiers au bord de la mer jettent l'ombre de leur lourd feuillage sur le

pavé de la promenade des Anglais, en faisant des dessins d'ombres pittoresques.

Le doux vent de la côte rafraîchit les promeneurs au bord de la mer et les montagnes autour de la ville se noyaient dans l'harmonieuse beauté du pays.

C'est Nice..., « Nice la Belle », la glorieuse cité connue du monde entier.

Déjà les hôtels ouvrent leurs larges portes aux étrangers qui arrivent de tous les coins du monde. Le Casino de la Jetée a ouvert ses portails le 14 octobre. M. Gervasio, le célèbre chef d'orchestre, fera entendre, tous les jours, son programme des œuvres choisies. M. Gervasio ! Qui ne le connaît pas ? C'est le chef d'orchestre sympathique, à la figure toujours souriante, qui fait vibrer, par sa baguette, toute la salle du beau Casino.

M. Maxime Bertrand, le sympathique directeur, a fait engager une troupe d'élite, pour l'opéra-comique du Casino (je reviendrai au programme détaillé plus tard)...

Le Trianon Casino, le plus ancien des casinos à Nice, sous la direction de M. Loos et de M. Roubaud, donnera cet hiver des pièces théâtrales, des tournées de comédies et de revues. Les noms des directeurs se font, par eux-mêmes, les garants de la pleine réussite de leur établissement.

Aux étrangers qui viennent à la Côte, le cœur semble dire : « Venez, venez, vous qui pouvez passer vos loisirs sur la Riviera, où le cœur enchanteur vibre de toute la force de la vie nouvelle. »

Nice, Monte-Carlo, Cannes... que de beaux souvenirs — pour ceux qui les connaissent... Et pour ceux qui ne les connaissent pas... un espoir du soleil lointain...

A nos hôtes, les croquis de ce pays où ils ont vécu... et nul souvenir des moments de vie agréablement passés à la Riviera n'aurait la force de les effacer ou de les affaiblir.

C'est le pays du soleil...

Et pourtant, c'est le même soleil que partout... Quelle injustice !...

Emile B...

DERNIERS COURS

DES VALEURS PÉTROLIFÈRES DE GALICIE

Action	Parts		PARIS, 26 octobre 1921.
154	1.545	Silva Plana.	
98	—	Boryslaw.	
151	422	Franco-polonaise.	
420	490	Ratoczyn.	
480	232	Wankowa.	
299	—	Potok.	

Action	Parts		LILLE, 25 octobre 1921.
435	466	Dąbrowa.	
389	733	Grabownika.	
	740	Industrielle Pologne.	
452	6.200	Karpates.	
—	245	Zagórz.	

JEUNE FILLE parlant polonais et français, connaissant sténo-dactylo et correspondance commerciale, cherche place.

S'adresser à POLONIA pour Z. M.

ÉCOLE DES DANSES ARTISTIQUES

Cours de Gymnastique et Danses rythmiques

Dances grecques et Danses Nationales Polonaises

Leçons pour Adultes et Enfants

Renseignements les Lundis et les Jeudis de 3 à 5

Mme POPOWSKA,
20, imp. Mont-Tonnerre (127, rue de Vaugirard).

LE

"JOURNAL DE POLOGNE"

Quotidien du soir paraissant en français
à VARSOVIE, 34, Nowy Swiat

Directeur:

Rédacteur en chef:

FRÉDÉRIC DELAGNEAU :: ROBERT VAUCHER

Le "JOURNAL DE POLOGNE" est le seul Quotidien servant de trait d'union entre la France et la Pologne. Il est le mieux renseigné sur toutes les questions politiques, littéraires, économiques et financières ayant trait à la Pologne et à l'Europe.

Le "JOURNAL DE POLOGNE" vient d'instaurer des services économiques donnant des renseignements gratuits sur toutes les questions d'importation et d'exportation, intéressant la France et la Pologne, sur les Bourses de Pologne et valeurs polonaises cotées aux Bourses de Paris et de Lille.

S'adresser aux Services Parisiens :

9, rue Richépance, Paris (8^e)

ABONNEMENT : un an 70 fr. ; 6 mois 36 fr.

L'EST POLONAIS

REVUE BI-MENSUELLE, ILLUSTREE DES QUESTIONS POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET HISTORIQUES COMMENCE SA DEUXIÈME ANNÉE D'EXISTENCE

Traite tous les grands sujets de la politique orientale européenne.

Informé d'une façon strictement impartiale de tous les événements dans l'Est européen.

Consacre une attention toute spéciale aux questions économiques.

Donne des études historiques et ethnographiques approfondies.

Reproduit le texte de tous les documents officiels ayant trait à la politique orientale de la Pologne.

S'occupe plus spécialement des provinces orientales de l'ancienne République Polonaise.

Prix du numéro 2 francs

AGENCE POUR LA FRANCE:
Messagerie Hachette, 111, rue Réaumur, PARIS

ADRESSE DE LA RÉDACTION:
21, rue Nowy Swiat, VARSOVIE

CAFÉ du PARNASSE

Beau local. — Rendez-vous des Peintres et Sculpteurs de toute nationalité.
Exposition permanente de tableaux.

103, boulevard du Montparnasse — Tél. Fleurus 21-34.

BANQUE TRICQUET & Cie

18, rue de Mogador, PARIS
Téléphone : Central 63-44

Achat et Vente de titres cotés et non cotés.
Direction d'opérations au comptant et à terme.
Placements et arbitrages.
Renseignements financiers gratuits aux lecteurs et abonnés de POLONIA.

Correspondants sur tous les marchés

MEMENTO

O honor robotnika polskiego we Francji.

Nie od dzisiaj dochodzą nas wiadomości z różnych centrów robotniczych, że nie wszystko dzieje się tam, jak należy. Mamy tu zaś na myśli tym razem nie sprawy publiczne, ale stałe fakty z prywatnego życia samych robotników.

Dla uniknięcia jakiegokolwiek nieporozumienia, wytłumaczmy się od razu jasno. W zasadzie nie mówiącmy się do niczyego życia prywatnego. Każdy dorosły człowiek powinien być dostatecznie dojrzały, aby za swoje życie i czyny być zupełnie wobec społeczeństwa odpowiedzialnym. W niczyje też sumienie wchodzić nie mamy zamiaru. Od tego jest dla wierzących ksiądz a dla każdego przedewszystkiem jego własne zastanowienie. Ale z drugiej strony, nasz liberalizm pod tym względem nie zamyka się już na fakt, że każdy człowiek z chwilą, kiedy życie wśród społeczeństwa, z tego społeczeństwa pod mnogimi względami korzysta, za swoje postępowanie przed tem społeczeństwem jest odpowiedzialny.

Przykład najprostszego i najpospolitszego niech nam postuży na poparcie tego cośmy powiedzieli. Człowiek, znajdujący się sam jeden na odludnej wyspie, ma ostatecznie prawo oddawać się wszelkiego gatunku naigom, może się upiąć do woli, bo za to odpowiadą i ponosi skutki sam i nikt inny. Z chwilą, kiedy się znajdują wśród społeczeństwa, z chwilą, kiedy ma związecka rodzinę, to, o ile jest nałogowym pijakiem, popelnia całkiem zdecydowaną zbrodnię, która naszem zdaniem powinna być karana na równi z każdą inną zbrodnią. Nie mówiąc już o zgorszeniu publicznemu, udziela swemu potomstwu w dziedzictwie cały szereg chorób i w tym względzie zbrodnia jego jest potworniejsza od pospolitego morderstwa.

Z tego właśnie punktu, nawskróś społecznego, wychodząc, *Polonia* uważa sobie za swój obowiązekwrócić uwagę tych, którzy się do winy poczuwają. Z góry zastrzegamy się, jakobyśmy zwraćali się do ogółu naszych robotników. Niestety jednak wyjątki są zbyt liczne, aby je można było pominąć milczeniem. Jeżeli tu i ówdzie zdarza się, że ten i ów robotnik stale sporą część

swego zdrobku przepija, zamiast robić oszczędności, co jest jego obowiązkiem względem rodziny tu, na miejscu, czy w kraju, jeżeli upiwszy się, wyprawia potem awantury, których ofiara pada życie niewinnej kobiety, świadka takiej odrażającej sceny, pozostawiającej 11 miesięczne dziecko, jak to się stało w ostatnich tygodniach w Marles-les-Mines, jeżeli robotnik ubranie sprawione rano, tego samego po południa przegrywa w karty do swoich godnych kompanionów i na powrót przywdziega lachmany, jak to było w ostatnich dniach w Lens, jeżeli w szynku plac trzyma franków za kilkanaście kart pornograficznych, jak to stało się niedawno w Arras-to wszystko to są fakty, ubliżające honorowi robotnika polskiego. Zwłaszcza tutaj, wśród obcych, każdy z nas ma podwójny obowiązek, aby wobec Francuzów świecić dobrym przykładem, a nie wystawiać się na zasłużone urazowisko.

Dzisiaj ograniczamy się do uwag ogólnych, bez podawania bliższych szczegółów, ale zapowiadamy uroczyscie, że każdy podobny fakt będziemy podawać bez żadnej litości do wiadomości ogółu naszych robotników polskich we Francji, i stawiać winowajców pod pregierz opinii publicznej polskiej. Niech potem ogół naszych robotników, który jest maratnie zdrowy i zyskał sobie uznanie wśród Francuzów postara się o wypełnienie tych parazytycznych owiec ze swego grona, które tylko kalają honor polskiego robotnika.

Niech sobie pisma czy prowadzirzy, zajmują się demagogią, schlebiają robotnikom, ile się zmięci. My w takie rzeczy się nie bawimy i obowiązek swój spełniamy tak, jak nam sumienie nakazuje. Bronimy robotników polskich i ich słuszej sprawy tam, gdzie potrzeba i ilekroć zajdzie potrzeba, ale z drugiej strony, ile razy zauważymy rzeczy złe, nie wahamy się na chwilę, je pietrować, jak należy.

Nie tylko bowiem interesy materialne naszych robotników tutaj nas obchodzą, w równej mierze jest nam drogi i ich honor i tego brońie będziemy z równą siłą i bez oglądania się na jakiekolwiek wzgłyby.

K. Mir.

Procedura wykonania decyzji przewiduje następujące momenty:

1) Komisja graniczna polsko-niemiecka pod przewodnictwem gen. Duponta wyznaczy natychmiast podkomisję do wykreszenia granic na terenie granicy opracowanej przez Radę L. N. W pracach podkomisji tej wezmą udział przedstawiciele Polski i Niemiec.

2) W ciągu tygodnia Rząd polski i niemiecki zamianują swych pełnomocników, którzy 9-go dnia rozpoczną rokowania w sprawie zawarcia szeregu konwencji gospodarczych, niezbędnych dla wprowadzenia w życie przejściowego ustroju gospodarczego.

3) Polska i Niemcy zamianują jaknajpierw swoich przedstawicieli do stałej Komisji Kontrolującej, w której każde państwo ma po dwóch przedstawicieli, których przewodniczyć będzie przedstawiciel państwa neutralnego i która będzie istnieć tak długo, jak będzie trwał ustroj przejściowy, t. zn. lat 15. Zarazem będzie utworzona polsko-niemiecka Komisja Likwidacyjna dla targów prywatnych.

4) Polska i Niemcy zawarą wreszcie konwencję w sprawie mniejszości narodowych po obu stronach Śląska.

Aby nie być w niezgodzie z art. 88-ym traktatu, w myśl którego w miesiącu po wzięciu decyzji zarówno Komisja Międzysojusznicza jak i wojska okupacyjne powinny opuścić Śląsk Górnny, postanowiono nie „notyfikować”, ale „zakomunitować” decyzję rządom berlińskiemu i warszawskiemu. Albowiem miesiąc stanowiąco nie wystarczy na wprowadzenie w życie całego systemu.

Kiedy wszystkie przewidywane konwencje będą podpisane i kiedy niezbędne organizmy wykonać będą już ukonstytuowane, wówczas dopiero decyzja zostanie Rządom zainteresowanym urzędowo „notyfikowana” i wykonana, a Komisja Międzysojusznicza, której przez 21 miesięcy przewodniczył z taktem i autorytetem gen. Le-Rond, będzie mogła opuścić Śląsk wraz z wojskami okupacyjnymi.

Pod względem terytorialnym decyzja przynajmniej nam 23 wsi pow. raciborskiego, położone na prawym brzegu Odry; prawie cały pow. rybnicki; cały pszczyński; cały katowicki, całą

Królewską Hutę; 3/4 pow. zabrskiego; 3/4 pow. bytomskiego; 3/4 pow. tarnowskiego i 2/3 lubnickiego.

Terytorium przyznane Polsce zamieszkuję 1.100.000 osób, w czym tylko 350.000 Niemców. Cały Śląsk Górnny liczy, jak wiadomo 1.245.000 Polaków i 871.000 Niemców.

Pod względem gospodarczym Polska otrzymała:

1) 80% wydobycia węgla śląskiego, ale stanowi to tylko 13,5% wydobycia Niemiec w ich dzisiejszych granicach.

2) 51% śląskiej produkcji koksu, ale stanowi to tylko 3,3% produkcji Niemiec.

3) 65% śląskiej produkcji stali, ale stanowi to tylko 3,4% produkcji Niemiec.

4) 76% śląskiej produkcji stali, ale stanowi to tylko 5% produkcji Niemiec.

5) całą produkcję śląskiego cynku co stanowi 66% produkcji Niemiec.

6) Wreszcie całą produkcję śląskiego ołowiu, co stanowi 21,3 produkcji Niemiec.

Taki jest ogólny bilans gospodarczy decyzji Rady L. N. w sprawie śląskiej. Według ostatnich wiadomości, Reichstag niemiecki przyjął tę decyzję, ale zarazem założył uroczysty protest przeciwko „związkowi” jaki Niemcom jest rzekomo czyniony. Ale na wszystkie protesty niemieckie wystarczy odpowiedzieć następującymi słowami, wyjętymi z pracy Dr. Axela Schmidta w 62 tomie „Finanz- u. Volkswirtschaftliche Zeiträgen”: „My, Niemcy możemy być zadowoleni z tego faktu, że nawet całkowita utrata Śląska Górnego i Saary nie weźmie nas w stan zależności gospodarczej...»

Nareszcie więc z punktu widzenia politycznego sprawę Śląska Górnego jest ostatecznie uregulowana i chodzi teraz tylko o szczegóły drugorzędne. Kto to mówi? Półurzędowy komunikat Agencji Reuter'a, ogłoszony w dziennikach londyńskich z dnia 18 b. m. Zgadzamy się z nim w zupełności.

Podobny komunikat mógłby z powodzeniem ukazać się rok temu.

Szybko i bezstronne rozstrzygnięcie sprawy śląskiej zawsze leżało w interesie W. Brytanii. Ale z różnych powodów p. Lloyd George, gracz śmiały i ryzykowny, postanowił jednak spróbować wyciąć cały Śląsk Górnny dla... Niemiec. Otóż przegrał: musiał się zgodzić na kompromis.

Stalo się to dzięki długiej, nużącej i chwilami wprost bohaterskiej walce, jaką o sprawiedliwe rozwiązywanie sprawy śląskiej toczyła dyplomacja francuska. Chwilami zdawało się, że pod naciem Londynu, któremu sekundował Rzym, Parryz ustąpi. Więc w sercach patriotów polskich i francuskich roziął się niepokój. Chodziło przecież o rzecz wielką, chodziło o danie Polsce środków do życia! Dzisiaj przecież dla każdego Polaka jest jasne, że jeśli rozstrzygnięcie sprawy śląskiej jest dla Polski możliwe do przyjęcia — to dzięki uporowi i wyrzynialości Francji.

Mamy więc jej do splacenia wielki dług wdzięczności. Nieba przyjaźni polsko-francuskiej nie powinna dziś zacieśniwać najmniejszą chmurkę. Pracujmy ręką w rękę, wzajemnie sobie ufając, wzajemnie się szanując, wzajemnie się poznawając, a przyszłość jest nasza!

JUNOSZYC.

CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

O ratunek Ojczyzny.

Związek Zrzeszeń pracowników publicznych województwa krakowskiego wydał następującą odezwę do ogółu pracowników publicznych:

Koledzy! Ojczyzna w niebezpieczeństwie. Ciężkie przesilenie finansowe grozi nam utratą wolności. Smutny to owoc nienawiści klasowej, zaślepienia partyjnego, co w rezultacie przyniosło ruinę państwa i ostatnią nadzieję związanych z państwem pracowników publicznych. Anormalnym tym stosunkiem musimy przy wysiłku całego narodu położyć stanowczo kres! Obecny minister skarbu przedłożył projekt ratowania ojczyzny przez złożenie daniny i świadczenia całego ogółu na rzecz zagrożonego państwa. Plan ten musi być wykonany szybko i stanowczo.

Wierzymy silnie, że tak, jak roku minionego, bohaterски nasz żołnierz, nie szczędząc trudów i krwi, odpalił zwycięsko najazd wroga i okrył ojczyznę chwałą, tak dziś, koledzy, stając karnie

Rozstrzygnięcie sprawy Śląska Górnego.

Rada Ligii Narodów powzięła swą decyzję w sprawie Śląska Górnego dnia 12 października. Nazajutrz rano specjalny kurjer przywiózł ją do Paryża i wręczył Briandowi, jako czynemu przewodniczącemu Rady Najwyższej. P. Briand zakomunikował natychmiast tekst decyzji rządom angielskiemu, włoskiemu i japońskiemu, proponując jednocześnie, aby — wobec tego, że ligi sprzymierzone zobowiązaly się przyjąć bez zmian „zalecenie” Ligii — sprawę całą przekazać, celem jej wykonania, Konferencji Ambasadów.

Atoli Rząd angielski oświadczył, że przedtem musi zbadać, czy „zalecenie” to jest całkowicie zgodne z traktatem wersalskim. «Badanie» to, podykowane przedewszystkiem względami miłości własnej, odbyło się dnia 14 października. Po długim posiedzeniu gabinetu brytyjskiego Ag. Reuter'a ogłosili komunikat, w którym czytaliśmy: «Wyłuchawszy sprawozdania p. Balfour'a, gabinet przyjął bez zastrzeżeń rozstrzygnięcie Rady L. N., wyrażając swoje uznanie dla ślusznego dzieła, jakiego Liga dokonała». A nazajutrz p. Balfour oświadczył dziennikarzom: «Krają pogłoski, że Niemcy, uważaając się za pokrzywdzonych, chcą uciec się do siły. Podobna polityka byłaby samobójstwem...»

Sprawa została przekazana Konferencji Ambasadów, która dnia 19 października, ułożyła ostatecznie procedurę wykonania decyzji. Dnia 30 października p. Briand „zakomunikował” ją Rządom polskiemu i niemieckiemu oraz Komisji Międzysojuszniczej w Opolu.

Decyzja składa się:

- 1) z noty przesłania, w której Aljanci uprzedażą oba rządy, że na wypadek, gdyby jeden z nich odrzucił decyzję, to naraziłby się na sankcje ze strony rządów sprzymierzonych.

- 2) z właściwej decyzji, w której jest wykreślona granica, oraz przewidziane różne konwencje gospodarcze, które mają na celu zapewnić ciągłość życia gospodarczego na Śląsku.

NAJSZYBIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych uskutecznia po najlepszym kursie jedynie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

FILIA W PARYŻU

Adres telegraficzny : Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9^e)

Telefon : Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swoje oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 200 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA : WARSZAWA, UL. TRAUTGUTTA 8

Oddziały i Agencury : Biała Podlaska, Białystok, Brześć Litewski, Drohobycz, Dubno, Garwolin, Grajewo, Korzec, Lwów, Łomża, Luck, Luków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Pińsk, Równe, Siedlce, Sokołów, Stanisławów oraz 4 oddziały miejskie w Warszawie. Filia w Antwerpii (Belgia) i Rotterdamie (Holandja).

Kasy wypłat : Poznań, Kraków, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łanuć, Bielsk, Pabianice, Pułtusk, Zamość, Chełm, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kielce, Kutno, Łódź, Lublin, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radom, Radomsk, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Zgierz, Sandomierz.

PIERWSZY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że tylko *Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie* potrafił dotąd przesyłać pieniądze najszyciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 6-10 dniach. **BANK** oprocentowuje najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich. Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować : *Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9^e)*.

w szeregu, nie szczędząc trudów i pracy, uratujemy ponownie ojczyznę i zgotujemy jej świętą przyszłość. A jakim będzie los państwa, taka będzie i nasza dola!

Oświadczenie publicznie i stanowczo, że dołożymy wszelkich sił i poniesiemy ofiary, by w państwie naszym zapewniało prawo i sprawiedliwość, ład społeczny i porządek wewnętrzny, nad czem straż będzie dzierżał pracownik publiczny, wolny od zgubnych wpływów partyjnych i zabezpieczony przed nędzą materialną.

Z silną wiązą w powodzenie dobrej sprawy, przystępujemy do dzieła, wzywamy was wszystkich do utworzenia jednolitego frontu wewnętrznego, celem podjęcia walki ze złem! Organizacje nasze obejmują dziś cały obszar Rzeczypospolitej, działamy zgodnie i łącznie ze Lwowem, Poznaniem, Warszawą i Wilnem! Staśmy, koledzy, razem do podjęcia wspólnego, szlachetnego wysiłku!

Nie czas dziś na strajki i bezrobocia, kiedy praca i ofiarami mamy ratować państwo z upadku! Karnie i solidarnie staśmy w jednym szeregu w myśl wznowionego hasła : « Najwyższe dobro Rzeczypospolitej i wierna Jej służba ». Ojczyzna dziś tego od nas wszystkich żąda!

Związek Zrzeszeń pracowników publicznych województwa krakowskiego.

Szkoły w państwie polskim.

Dane statystyczne, sporządzone przez Departament Szkolnictwa Średniego, dotyczą roku szkolnego 1920-21.

Według danych, tych szkół państwowych było : na obszarze b. Króla Kongresowego 69, Małopolski 84, Wielkopolski 39; razem 192.

Nauczycieli w szkołach państwowych było : na obszarze b. Króla Kongresowego 1.216, Małopolski 1.236, Wielkopolski 535; razem 2.987.

Uczniów w szkołach państwowych było : na obszarze b. Króla Kongresowego 19.156, Małopolski 26.300, Wielkopolski 11.046; razem 56.496.

Szkół prywatnych było : na obszarze b. Kr. Kongresowego 323, Małopolski 50, Wielkopolski 94; razem 467.

Nauczycieli w szkołach prywatnych było : na obszarze b. Kr. Kongresowego 5.770, Małopolski 722, Wielkopolski 1.350; razem 7.842.

Uzni w szkołach prywatnych było : na obszarze b. Kr. Kongresowego 91.667, Małopolski 15.700, Wielkopolski 26.966; razem 133.727.

Nadto na kresach zachodnich (Śląsk Cieszyński) było : Szkół państwowych 6, szkół prywatnych 1, Nauczycieli w szkołach państwa 90 prywatnych 15. Uczni w szkołach państwowych 2.143, prywatnych 357.

Nakresach wschodnich (okręgi szkolne : poleski, wołyński i nowogrodzki) : szkół państwowych 6, prywatnych 52. Nauczycieli w szkołach państwowych 54, prywatnych 479, uczni w szkołach państwowych 2.180, prywatnych 18.820.

Hojny dar Ameryki.

Z Warszawy donoszą : Polska przystąpiła w roku bieżącym do konwencji brukselskiej z

roku 1886, dotyczącej międzynarodowej wymiany druków urzędowych. Akces nasz już zaczął przynosić wydatne korzyści. Od « Smithsonian Institution » z Waszyngtonu otrzymało ministerstwo spraw zagranicznych pierwszy transport : 18 skrzyni druków, ogólnej wagi około 2.000 kilogramów, drugi zaś transport, złożony z trzynastu skrzyni, wagi 1.380 kilogramów, znajduje się w drodze do Warszawy. Pierwsza przesyłka zawierała około 2.000 tomów publikacji urzędowych amerykańskich, odnoszących się do całokształtu życia politycznego, gospodarczego i kulturalnego Stanów Zjednoczonych. Wartość materialną tego pierwszego transportu ocenić można w przybliżeniu przynajmniej na 20 milionów marek i o taką sumę, dzięki hojności rządu amerykańskiego, wzbogaciły się księgozbiory naszych bibliotek państwowych.

Największą stosunkowo ilość przesyłek otrzymały instytucje naukowe, a mianowicie : Akademja Umiejętności, Towarzystwo naukowe warszawskie. Uniwersytet Jagielloński, uniwersytet warszawski, uniwersytet lwowski, Kasa im. Mianowskiego, Muzeum im. hr. Dzieduszyckich we Lwowie, Muzeum przemysłu i rolnictwa w Warszawie, Instytut gospodarstwa wiejskiego w Puławach, Szkoła Główna gospodarstwa wiejskiego w Warszawie. Obserwatorium astronomiczne w Warszawie i Krakowie, biura statystyczne w Warszawie, Krakowie i Poznaniu, Towarzystwo ogrodnicze, Towarzystwo imienia Kopernika we Lwowie i wiele innych.

Organizacje, chcąc korzystać z otwierających się możliwości uczestniczenia w wymianie dorobku umysłowego współczesnego świata, winny wejść w porozumienie z biurem wymiany międzynarodowej, funkcjonującym przy bibliotece ministerstwa spraw zagranicznych (Warszawa, pałac Kronenberga).

Prasa lwowska o agitacji ukraińskiej.

Cała prasa lwowska omawia działalność Ukraińców w Małopolsce wschodniej.

« Wiek Nowy » pisze : Społeczeństwo ukraińskie w naszym kraju wstąpiło na złe drogi. W ostatnich czasach zaszły wypadki, dowodzące, że zaciętrewienie Ukraińców wykorzystały żywioły bolszewickie. Zamach Fedaka na głowę Naczelnika Państwa podkutowany był również z Wiedniem, a w szczególności przez przedstawicieli ukraińskich prądów wywrotowych w Wiedniu.

Spoteczeństwo polskie wie wprawdzie, że nie potrzebuje się obawiać tych zamierzeń, atoli z drugiej strony nie może patrzeć spokojnie na próby terorystyczne zbolszewizowanej młodzieży ukraińskiej różnych odlamów.

Rząd polski uwzględnia niewątpliwie słuszne postulaty ludności ukraińskiej, da jej możliwość doskonałego rozwoju i spokojnego życia; trzeba jednak i ze strony ukraińskiej pewnej przebudowy ducha i dobrej woli.

W tym samym duchu pisze także « Gazeta Poranna » i « Gaz. Wieczorna ».

« Słowo Polskie » występuje natomiast w artykule p. n. « Irredenta bandytów » bardzo ostro przeciwko terorystycznej akcji, podjętej w ostatnim czasie przez Ukraińców, i wzywa rząd do najostrzejszych represji.

Podziękowanie Jenerała Weyganda.

Jeneral Weygand przesyła na ręce prezydenta miasta Warszawy następujące pismo :

« Jego ekscelencja hr. Zamyski doręczył mi dyplom obywatelstwa honorowego miasta Warszawy, który pan łaskaw był dla mnie nadesłać. Żaden dowód szacunku nie mógłby nalepić mnie większą dumą aniżeli tytuł obywatela warszawskiego, obywatała miasta, które się zachowywało tak spokojnie i mężnie, gdy niebezpieczeństwo stało u jego bram i wykazało tyle godności i szlachetności w zwycięstwie. Dokument, jaki otrzymałem dzisiaj, zajmie miejsce jedno z najpierwszych w mojem archiwum rodzinнем, zarówno dzięki słowom, w nim zawartym, jak i dzięki artystycznej wartości. Zechce pan, panie prezydencie, przyjąć moje najszerzsze życzenia dla władz municypalnych i wszystkich moich współobyvateli mieszkańców Warszawy. »

Teatr ukraiński we Lwowie.

Towarzystwo « Besida » zorganizowało we Lwowie swój nowy teatr i poruciło jemu kierownictwo artystycie z Kijowa Aleksandrowi Zajączkowiem, który w swoim czasie należał do sławnego zespołu Stanisławskiego i Niemirowicza Danczenki w Moskwie. Ostatnio przeniósł się on na scenę ukraińską i był reżyserem w Kijowie. Udało się też podobno lwowskiemu teatrowi ukraińskiemu zebrać już odpowiednią grupę aktorską i przygotować szereg utworów na nowy sezon. Pierwsze przedstawienie odbyło się w sobotę, grano dramat Winniczenki « Grzech ».

Związek strzelecki do młodzieży akademickiej.

Związek Strzelecki wzywa młodzież akademicką, by oprócz pracy nad sobą i dla siebie, spełniała nadal swój obowiązek względem Ojczyzny, dla której przeała już swą młodą krew, — przez zapisywanie się w szeregi związków strzeleckich, bez względu na przynależność partyjną czy związkową.

Nowy wojewoda nowogródzki.

Naczelnik państwa mianował b. ministra spraw wewnętrznych p. Władysława Raczkiewicza wojewodą nowogródzkim.

Echa wykrycia szajki fałszerzy tysiącmarkówek.

Z Warszawy donoszą ; W toku dalszego dochodzenia w sprawie fałszywych 1000-markówek policja śledcza znalazła jeszcze jednego « fabrykanta », wspólnika aresztowanej już bandy podrabiaczy w osobie niejakiego Prosnowskiego, studenta uniwersytetu, który w « fabryce » pełnił rolę chemika, i jako taki zajmował się doborem farb do druku 1000-markówek.

Pożyczka dla Polski.

Usiłowania Rządu Polskiego otrzymania od Belgii pożyczki przybierają w ostatnich czasach korzystny obrót. Ze strony francuskiej zaproponowano, aby uzyskać kwotę, którą żądała Polska, a mianowicie jeden miliard franków przy pomocy pożyczki belgijskiej. Rząd Polski wysyła obecnie p. Radziszewskiego, jako pełnomocnika do Brukseli, celem podjęcia rokowań z kołami belgijskimi w sprawie takiej pożyczki. Polska ma na zabezpieczenie tej pożyczki oddać odpowiednią ilość złota i szlachetnych metali oraz zobowiązać się do udzielenia pewnych koncepcji na prawach, wypływających dla Polski z Traktatu Wersalskiego.

Elektrobank.

Dnia 11 czerwca r. b. został założony w Warszawie (18 ulica Senatorska) « Elektrobank », mający za cel elektryfikację Polski. Założycielami są pp. Brugger, Hacia, Iwanowski, Jaroszyński, Jan i Józef Lipkowscy i Ligęza Stamirowski. Kapitał zakładowy wynosi 150.000.000 mp. Bank ma zamiar tworzyć przedsiębiorstwa przemysłowe i handlowe, zajmujące się produkcją, transportem i zastosowaniem energii elektrycznej, a także okazywanie pomocy technicznej i finansowej istniejącym już przedsiębiorstwom elektrycznym.

Wycofanie banknotów

Polska Krajowa Kasa Pożyczkowa podaje do wiadomości powszechnej, że zazgoda Ministerium Skarbu wycofuje z obiegu następujące bilety swoje I-ej emisji:

500-markowe wzoru biletów okupacyjnych z datą 15-go stycznia 1919 r., podpisane przez dyrektorów: St. Karpińskiego, Chamca i skarbnika głównego M. Karpusa;

100-markowe z wizerunkiem Kościuszki, datowane 15 lutego 1919 r., podpisane przez dyrektorów: St. Karpińskiego, Chamca i skarbnika głównego M. Karpusa, na papierze różowawym i białym;

1.000-markowe z wizerunkiem Kościuszki datowane 17 maja 1919 r., podpisane przez dyrektorów: L. Adama, J. Zarzyckiego i skarbnika głównego M. Karpusa, na papierze różowawym i białym.

Powyższe bilety będą przyjmowane powszechnie do zapłaty, jak również we wszystkich oddziałach Polskiej Krajowej Kasy Pożyczkowej, urzędach, kasach skarbowych, kolejowych, pocztowych i w ogóle w kasach instytucji państwowych na opłatę wszelkich należności tylko do 15 grudnia r. b.

Po tym terminie ustanawia obowiązek przyjmowania biletów tych do zapłaty. Mogą być one tylko wymienione na bilety II emisji jedynie w oddziałach Polskiej Krajowej Kasy Pożyczkowej aż do 15 stycznia 1922 r.

Koszty przesyłek pocztowych, biletów, zgłoszanych do wymiany, ponosi ich posiadacz.

Z dniem 16 stycznia 1922 r. ustanawia zupełnie obowiązek opłat wspomnianych biletów.

Linie żeglugi powietrznej w Polsce.

Ministerstwo kolej żelaznej przedłużało koncesję na komunikację lotniczą na linii Warszawa — Paryż towarzystwu żeglugi powietrznej w Polsce. Towarzystwo zaprowadziło regularną komunikację między Warszawą — Pragą — Strasburgiem i Paryżem samolotami czteromiejscowymi. Odlot samolotów odbywa się codziennie o godz. 13:30 na lotnisku w Mokotowie. Towarzystwo żeglugi powietrznej wykonało w sierpniu i wrześniu br. między Warszawą a Paryżem szereg przelotów, przewożąc 85 pasażerów. Pozatem ministerstwo kolej żelaznej udzieliło fabryce samolotów w Lublinie koncesji na linii powietrznej Gdańsk, Warszawa, Lwów, ku granicy w kierunku na Bukareszt i spółce Euro-Transport koncesji na linii Warszawa, ku granicy w kierunku na Moskwę. W chwili uruchomienia na wiosnę tych linii powietrznych Warszawa będzie punktem węzłowym dwóch najważniejszych w

Europie linii komunikacji lotniczej Warszawa — Moskwa i Gdańsk — Bukareszt.

Poznań sprowadza żywność z Małopolski.

Po wprowadzeniu wolnego handlu, ceny na niektóre artykuły spożywcze w Poznaniu doszły do takiej wysokości, że opłaca się je sprowadzać ze Lwowa. Szczególnie dotyczy to masła, jaj, kapusty, cebuli, a nawet ziemniaków.

Pewna lokacja kapitału

Zwracamy uwagę naszych czytelników na pożyczkę premową 6-io procentową, Crédit National którą nabywać można w Banku dla Handlu i Przemysłu, w Paryżu, 36, rue Châteaudun.

Bliższe szczegóły podane są w osobnym cyrkularzu wspomnianego banku, dołączonym do naszego numeru średowego (43 bis) i obecnego (44).

Konwencja polsko-rumuńska

Konwencja o przymierzu odpornem między Rzecząpospolitą polską a Rumunią posiada brzmienie następujące:

Naczelnik państwa polskiego Józef Piłsudski wszem wobec i każdemu osobnemu, komu o tem wiedzieć należy, wiadomo czymy:

W myśl ustawy Sejmu Rzeczypospolitej polskiej z dnia 1 lipca r. 1921 i po rozpatrzeniu i zbadaniu postanowień niniejszej konwencji treści następującej:

— Czemże ja was robaki odziej? — rzekł ojciec, patrząc, jakieś się jeden do drugiego tutili.

Obejrzał się po izbie, zdjął z kolka swój granatowy płaszcz, i rzucił go na nas.

Wrzasnęliśmy z uciechy i natychmiast powiadaliśmy ręce w rękawy. Piotruś tylko pisała, nie mogąc do nich trafić, aleśmy go z głową pełeną nakryli, więc ucichli. Ojciec nim się położył, raz jeszcze podszedł do nas.

— No i cóż? Ciepło wam, bąki? — zapytał!

— Mnie tam ciepło! — odpowiedział em z głębi płaszcza.

— A mnie jak! — krzyknął Felek. — O, proszę ojca, jak mi to gorąco.

— I wystawił swoje długie, chude nogi, żeby okazać jako o przykrycie nie dba.

— Istotnie, przyjemne ciepło szło na nas z pieca, bo ojciec koksu przed wieczorem przyśniósł, ogień rozpalil i matce herbatę gotował. Usnęliśmy też zaraz. Ale nad ranem zrobilo się nagle bardzo chłodno. Pociągnąłem tedy płaszcz w swoją stronę. Felek zrazu skurczył się przez sen, ale potem i on płaszcz ciągnąć zaczął; a gdy nie pisała, bo juścić od pieca cieplej jemu, niżeli mnie było, sam się głębiej pod niego wsunąć usiłował.

Przy tem wsuwaniu się musiał jakoś naciągnąć Piotrusia, bo malec nagle pisała zaczął, a potem na dobre rozboczwał się.

Matka stęknęła z cicha raz i drugi.

— Filipie! Filipie! — rzekła słabym głosem — a zajrzyjno do chłopców, bo Piotruś czegoś płacze...

Ale ojciec spał.

— Chłopcy! Odezwala się znowu matka — a czego tam Piotruś płacze?

— To Felek, proszę mamy! — odrzekłem.

— Nieprawda proszę mamy, to Wicek! zaprzeczył natychmiast zaspasnym głosem.

Matka cisza jeszcze stęknęła, a gdy nie przestawał płakać, zwlokła się z łóżka, wzięła Piotrusia na ręce i zaniosła go na swoją pościel, zaraz też nam się płaci więcej zrobili, więc mi Felek dał sojkę w bok, ja mu też, i odwróciwszy się od siebie, spaliśmy wybornie do samego rana.

W parę dni potem znowu przyszedł « handel ». Nikt go nie wołał, ale przyszedł tak, z grzecznością, jak mówił dowiedzieć się, czy matka zdrowa. Zaraz też zaczął chodzić po izbie, oglądać szafę, stoliki. Ale ojciec pochmurny był czegoś i gadać wiele z nim nie chciał.

(c. d. n.)

MARJA KONOPNICKA**NASZA SZKAPA**

Zaczęło się to od starego łóżka, cośmy na niem we trzech sypiali.

Tego dnia ojciec, zły czegoś z rzeki wrócił i siadłszy na ławie, ręką głowę podparł. Pytała się matka raz i drugi co mu, ale dopiero za trzecim razem odpowiedziała, że się ta robota koło żwiru skończyła, i że szkapa tylko piasek wozić będzie. Zaraz mnie Felek szturchnął w bok, a matka jęknęła zcicha.

Miał ojciec nad wieczorem po doktora iść, ale mu jakoś niesporo było. Chodził, medytował, po kątach pozierał, aż stanął przed matką i rzekł:

— Co chłopakom po łóżku, Anulka? Sypiam ja na ziemi, toż i oni mogą.

Spojrzeliśmy po sobie. Dwie złote iskry zabiły w siwych oczach Felka. Prawda! Co nam po łóżku? Piotrusia tylko pilnować trzeba, żeby z niego nie spadł.

— Dalej! jazda! — krzyknął Felek i zanim odpowiedzieć zdążyła, jużemy we trzech siennik na ziemią ściagnęli, a Felek kozły wywracać na nim zaczął.

Po ściagnięciu wszakże siennika okazało się, że desek w łóżku brakuje dwóch a bok jeden ze wszystkiem odlazi. Nie chciał tedy « handel », którego mi ojciec zawołać kazał, o łóżku ani gadać, pieniądze nałożone miedziakami zgarniał w mieszk, związał i za chałał na piersi zasunął. Opuścił mu ojciec dziesiątkę, potem dwie, potem złotówkę całą, ale się żydzisko uparło. Z siennik dopiero brodę do izby wsadził, postępując pół rubla bez siedmiu groszy, jeśli mu ojciec i poduszka sprzedła.

Zawahał się ojciec, spojrzał na nas, spojrzał na matkę; wszystkiego razem miało być jedenaście złotych.

— Cóż chłopaki? — zapytał wreszcie — obejdziecie się bez poduszki tymczasem, póki matka chorą?

— Ojej! — wrzasnął Felek przyduszonym głosem, gdyż właśnie na głowie stał, a nie zmieniając pozycji, poduszka na izbę cisnął. Chwycił ją Piotrusia i na Felka rzucił. Felek znów na mnie, aż nam ją « handel » z rąk wyrwał, żebyśmy nie poszarpali.

— Ale bez poszewki! — odezwała się słabym głosem matka.

Natychmiast wyrwaliśmy « handlowi » poduszki, którą już pod pachą trzymał, i zaczeliśmy z niej poszewkę ściągać.

Po ściągnięciu wszakże poszewki okazało się, że poduszka w jednym rogu rozpruta, i że się z niej pierze sypie. Zuów tedy « handel » jedenastu złotych dać chciał, tylko dziesięć bez piętnastu groszy.

Targ w targ zgodził się z ojcem na całe dwa ruble, ale żeby mu jeszcze kołdrę naszą dodać.

Ojciec spojrzał na matkę. Była tak osabiona i blada, że wyglądała jak martwa, leżąc na znak, z głęboko zapadłymi oczami.

— Anulka?... — szepnął ojciec pytając.

Ale matkę chwycił kaszel, więc odpowiedzieć nie mogła.

— My tam kołdry, proszę ojca, nie chcemy! — krzyknął Felek. — My się tylko o tę kołdrę co noc bić musimy. Niech Wicek powie!...

— Prawda, proszę ojca! — potwierdził gorliwie. Co noc bić się musimy, bo spada...

« Handel » już kołdrę zwinął i pod pachę wsiadził. Wybiegliśmy za nim z tryumfem w powdórko.

— Wiecie? — krzyknął Felek chłopakom co tam grali — « handel » kupił nasze łóżko, kołdrę i poduszkę! Będziemy teraz na ziemi na sienniku spali!...

— Wielka parada! — odkrzyknął blady Józiek od krawca z lewej oficyny. — Ja już dwa lata u majstra na ziemi sypiam i bez siennika nawal.

Zaimponował nam. Sypianie takie nie było wiec już, widać, wynalazkiem naszym.

Tego dnia był u nas doktor, a ja biegalem aż dwa razy do apteki, bo matce znów było gorzej; ale kiedy przyszęd wieczór, tośmy ledwie ziemianki dojeść mogli, tak nam piło było na siennik, któryśmy sobie ułożyl w kąciku za piecem. Felek to nawet z chlebem w ręku do pacierza kleknął i oglądając się raz wraz na siennik, w trzy milgi « Ojcze nasz » i « Zdrowaś » przeszepnął, tak, żem ja ofiarowania nie zaczął, a on już się w piersi bił aż dudniało w izbie, i tylko kantkę zarzuciwszy, zaraz się od pieca położył. Co prawda, to i ja miałem myśl, żeby od pieca położyć; ale mi się z Felkiem zaczynać nie chciało, więc go palnąłem w ucho i położyłem się od ściany, a Piotrusia tośmy między siebie wzieli. Zaraz zdawało się, że mi głowa gdzieś z karku uciekła, bom do poduszki nawykł, ale potem podłożyłem sobie łokieć i dobrze.

« Konwencja o przymierzu odpornem między Rzecząpospolitą polską a królestwem Rumunji. W silnym postanowieniu utrzymania pokój, uzyskanego za cenę tylu ofiar, Naczelnik państwa Rzeczypospolitej polskiej i JM król Rumunji doszli do porozumienia co do zawarcia konwencji o przymierzu odpornem. W tym celu zamianowali swoimi pełnomocnikami: Naczelnik państwa p. Eustachego Sapiehę swego ministra spraw zagranicznych, król Rumunji p. Take Jonescę swego ministra spraw zagranicznych, którzy weszły sobie wzajemnie swoje pełnomocnictwa, uznane za dobre i sporządzone w właściwej formie, zgodzili się co do następujących artykułów.

1. Polska i Rumunia zobowiązują się wspomagać się wzajemnie na wypadek, gdyby jedna z nich została napadnięta bez dania powodu ze swojej strony na swych obecnych granicach wschodnich. W następstwie tego na wypadek, gdyby jedno z obu państw zostało bez dania powodu ze swojej strony napadnięte, drugie będzie się uważało za będące w stanie wojennym i udzieli mu zbrojnej pomocy.

2. Celem uzgodnienia swych wysiłków pokojowych, oba rządy zobowiązują się do porozumienia się w sprawie polityki zewnętrznej, dotyczącej ich stosunków z ich wschodnimi sąsiadami.

3. Konwencja wojskowa określi sposoby, w jaki oba kraje udzielają sobie w danym wypadku pomocy. Konwencja będzie poddana tym samym warunkom jak i obecna konwencja co do czasu trwania i ewentualnego wypowiedzenia.

4. Jeżeli mimo swych wysiłków pokojowych oba państwa znajdują się w stanie wojny obronnej stosownie do art. 1, zobowiązują się nie rokować, ani nie zawierać ani zawieszenia broni ani pokój jedno bez drugiego.

5) Czas trwania niniejszej konwencji oznacza się na lat 5, począwszy od jej podpisania, lecz każdy z obu rządów może ją wypowiedzieć po 2 latach, uprzedzając drugi rząd o sześć miesięcy naprzód.

6. Żadna z wysokich stron układających się nie będzie mogła zatrzymać przymierza z trzecim mocarstwem bez poprzedniego porozumienia się z drugiem. Wyłączone są od tego warunku przymierza, zmierzające do utrzymania traktatów, wspólnie już przez Polskę i Rumunię podpisanych. Takie przymierza jednak będą musiały być podane do wiadomości. Rząd polski oświadcza, że zna układy Rumunii z innymi państwami co do utrzymania traktatów w Trianon i Neuilly i układów, które będą mogły być przekształcone na traktaty przymierza. Rząd rumuński oświadcza, że zna układy Polski z Rzecząpospolitą francuską.

7. Niniejsza konwencja zostanie do wiadomości Ligi Narodów stosownie do Traktatu wersalskiego.

8. Konwencja niniejsza będzie ratyfikowana i dokumenty ratyfikacyjne będą wymienione w Bukareszcie możliwie rychło. Na dowód czego pełnomocnicy podpisują niniejszą konwencję i opatrują ją swoimi pieczęciami.

W Bukareszcie, 3 marca 1921. Take Jonescę, Eustachy Sapieha. »

Uznamyliśmy je i uznajemy za słusze i oświadczamy, że konwencja niniejsza zostanie przyjęta, ratyfikowana, zatwierdzona i przyrzekamy, że postanowienia jej będą niezmiennie zachowane.

Na dowód tego wydajemy akt niniejszy, opatrowany pieczęcią Rzeczypospolitej polskiej.

Warszawa, 18 lipca 1921.

Józef Piłsudski, w. r.

Skirmunt, min. spr. zagr.

Da tej konwencji dodany został protokół.

ROZMAITOŚCI

Esperanto, czy interlingua?

Wysunięto przed forum Ligi Narodów kwestię języka międzynarodowego, w szczególności języka esperanto.

Istnieje drugi język międzynarodowy, interlingua, używany w korespondencji międzynarodowej w świecie naukowym.

Twórca pierwszego języka jest Polak, lekarz z Warszawy, Dr Zamenhof, drugiego Włoch prof. Poano, znakomity matematyk. O pierwszym wiemy już wiele, o drugim należy dodać, że jest to zmodyernizowana łacina (latino sine flexione). Język ten przyswaja sobie szybko i łatwo każdy inteligent, podczas, gdy esperanto z początku łatwe, nastręcza później trudności. Interlingua

uznany jest od r. 1887 za język oficjalny w akademii w Turynie i w takim też języku odbywają się wszystkie korespondencje w sprawach naukowych akademii z zagranicą, taksamo zresztą, jak esperanto przyjmuje się w wymianie myśli w szczególności w sprawach ogólnych, a zwłaszcza handlowych.

Potrzebę języka międzynarodowego wyczuwa się coraz bardziej. Nie należy zapomnieć, że również bardzo silnie propaguje się międzynarodowy język Ido. Esperanto wnikać może w masy, interlingua będzie udziałem tylko inteligentów i niewątpliwie jest dla nich sympatyczniejszym i piękniejszym.

Kwestią więc języka międzynarodowego pozostaje otwarta.

Ta poznała się na bolszewizmie...

Bosonoga tancerka Izadora Duncan przebywa obecnie w Moskwie, gdzie ma szerzyć zamilowanie do piękna cielesnego wózku umierającej z głodu ludności. Bolszewicy dbają oczywiście o to, żeby — kto jak kto — ale profesorka tańca była syta i zdrowa. Pani Duncan odwiedza się za to listem, pisany do « towarzyszy » bezimiennych, w którym oznajmia, iż w prawdziwie Rosji jest głód, ale... kiedyś okaze się, że bolszewizm jest drugiem wydaniem chrześcijaństwa.

Nie poznał się tedy na bolszewizmie ani « renegat » Kautsky, ani Hilferding, ani Bauer, ani inni ekonomiści i uczeni, lecz trzeba było aż subtelnego nóg baletniczy, by przeniknąć wielkość szarlatanów moskiewskich.

Armje Europejskie.

Francuskie ministerium wojny ogłasza — według Neues Wiener Journal — następujące zestawienie liczebności obecnych armii europejskich:

Anglia 200.000; Austrja 30.000; Belgia 105.000; Bułgaria, 33.000; Czechosłowacja 147.000; Dania 15.000; Finlandia 35.000; Grecja 250.000; Hiszpania 190.750; Holandia 21.400; Jugosławia 200.000; Niemcy 400.000; Norwegia 105.000; Bułgaria 33.000; Szwecja 56.200; Szwajcaria 200.000; Węgry 35.000; Włochy 300.000.

Najliczniejsze jednak armie, według tego zestawienia mają posiadać: Francja 809.652 ludzi i — Polska 600.000 ludzi!

Aeroplany a żelazna Kolej.

Jedno ze sportowych pism niemieckich zamieszcza ciekawe porównanie szybkości aeroplani kolej żelaznej, z którego jasno widać, że smok parowy nie może iść w wyścigu z nowoczesnym ptakiem-maszyną. Na przebycie drogi Berlin — Paryż kurier potrzebuje 29 godzin, samolot 6 godzin 30 minut. Berlin — Piotrograd, kurier potrzebuje 60 godzin, samolot 10 godzin.

Miasto poetów.

Kijów ma wielkie prawo, by przyjąć tytuł « miasta poetów », gdyż według danych francuskich, stolica Ukrainy posiada 3.478 poetów, a przynajmniej tylu ludzi podało w ten sposób swój zawód w spisie ludności. Oczywiście nie należy z tego powodu rokować Ukrainie wyjątkowego rozwitku literatury. Zastraszająca ta lista tem się tłumaczy, że bolszewicy wydają karty żywnościowe wyłącznie członkom związków, inteligencja więc, która nie chce umrzeć z głodu, zmuszona jest zapisywać się do różnych stowarzyszeń. Skutkiem tego stowarzyszenie poetów posiada aż tylu członków.

Styl konsulatu w Królewcu.

Jak wiadomo, w Królewcu z powodu aresztowania polskiego kuriera dyplomatycznego konsulat polski postanowił zawiesić czynności. Chocie jednak dać obywatelom polskim możliwość złatwiania spraw ważnych, konsulat zamieścił następujące ogłoszenie: « Tu mogą załatwiać się tylko w razie potrzeby obywatele polscy i mieszkańców gdańscy ».

OD REDAKCJI

Z powodu przypadającego we wtorek święta, numer średowy otrzymają nasi prenumeratorzy z jednodniowym opóźnieniem.

IMPRIMERIE LEVÉ

74, rue de Rennes. — Tel.: Saxe 03-43

Wykonuje wszelkie druki polskie. Cirkularze. Karty ogłoszeniowe. Broszury. Formularze. Zaproszenia. Książki, etc. etc.

Na żądanie, przeprowadza sama korektę polską.

Pierwszy Polski Sklep Artykułów Piśmiennych.

ROMAN REMBELSKI

Przyjmuje prenumeratę na dzienniki warszawskie (16 fr. miesięcznie z przesyłką):

Kurjer Poranny — Robotnik — Rzeczpospolita
zarazem poleca KSIĄŻKI POLSKIE
3, rue Fourcy. — Paris IV.

POLSKIE BIURO

BUREAU POLONAIS

3 bis, rue Emile-Allez, Paris (17^e).

Tłumaczenia, przepisywanie na maszynie, lekcje polskiego i francuskiego, lekcje zbiorowe wieczorem, we wtorki i piątki od 8-9, po 3 fr. lekcja. Sporządzanie aktów prawnych, porady prawne przez adwokata. Ceny przystępne.

51 Ciagnienie Miljonówki z d. 22 października

Z koła wyszedł numer

4.983.912

Wiadomości Telegraficzne

(Express Telegraph de l'Est—12, r. du Helder, Paris).

• Wyznaczenie granicy.

Komisja, złożona z delegata polskiego i niemieckiego, pod przewodnictwem generała Dupont, ma wkrótce rozpocząć pracę wyznaczenia granicy na Górnym Śląsku.

• Opieka nad fabrykami.

Wszystkie fabryki i kopalnie na Górnym Śląsku są bacznie strzeżone przez policję plebiscytową i oddziały międzysojusznicze przed spodziewanymi zamachami niemieckimi.

• Podatek przymusowy.

Komisja budżetowa sejmowa wypracowała projekt podatku przymusowego. Projekt zyskał aprobatę większości komisji.

• Podróż inspecyjna premiera Ponikowskiego.

Prezydent ministrów Ponikowski wyjechał na podróż inspecyjną granicy wschodniej.

• Poseł szwajcarski w Warszawie.

Poseł szwajcarski Hans Pfiffer Daltishofen wręczył listy uwierzytelniające Naczelnikowi Państwa w dniu 22 b. m.

• Podwyższenie taryfy telegraficznej.

Ogłoszono prawo o podwyższeniu taryfy telegraficznej. Frank złoty został oznaczony na 900 marek polskich.

• Przeniesienie muzeum Rapperswilskiego.

Sejm postanowił przenieść muzeum Rapperswilskie ze Szwajcarji do Polski.

DENTYSTA POLAK

STEFAN MENDRYS, 32 place ST. GEORGES, 32
(Nord-Sud St. Georges)
wykonywa po cenach umiarkowanych wszelkie
operacje dentystyczne.

Przyjmuje od 9-12 i od 2-7. W niedziele
i święta tylko od 9-12.

Dla pracujących w biurach i magazynach
w godzinach pozabiurowych za zawiadomieniem

WIEK XX *Miesięcznik polityczno-społeczny*
pod redakcją Władysława Włocha
wychodzi w Warszawie, do nabycia w adminis-
tracji Polonii, cena za numer 2 fr. 50.

Polka, literatka, mówiąca po polsku, po
rosyjsku, po niemiecku i po francusku, przyj-
mie miejsce **damy do towarzystwa** w Paryżu
lub na prowincji. Zgłoszenia dla E. L. w PO-
LONII.

◎ Po decyzji genewskiej.

Tekst całkowity decyzji Rady Ambasadorów
został przywieziony do Warszawy z Paryżu dnia
22 b. m. przez min. pełnomocnego Targow-
skiego.

Rząd polski przyjął decyzję Rady Ambasado-
rów co do G. Śląska i wyznaczył byłego podse-
kretarza stanu w min. spraw wewn., a obecnie
komisarza polskiego w Gdańku, Plucińskim,
jako członka komisji mieszańej dla zawarcia
konwencji ekonomicznej z Niemcami na Górnym
Śląsku.

● Agitacja niemiecka.

Z okazji zapowiedzenia przybycia Naczelnika
 Państwa, Józefa Piłsudskiego na G. Śląsk, wśród
kół niemieckich wzmogła się agitacja. Organi-
zacje niemieckie przygotowują zamach podezas
wizyty marszałka Piłsudskiego.

Ludność okręgów : Zabrze, Gliwice i Bytomia
domaga się ochrony od władz polskich.

Niemcy konfiskują pieniądze amerykańskie
Górnoślązakom, powracającym do kraju.

● Walka ze spekulacją.

W Warszawie aresztowano 50 osób, speku-
lujących na walutach.

● Konwencja handlowa polsko-czeska.

Przybyli do Warszawy delegaci czescy : Dwo-
rzeczek i Pawlaczek dla dokończenia układów
w sprawie nafty i jej produktów. Konwencja han-
dlowa została podpisana w dniu 19 b. m.

OFIARY

Złożyli w adm. Polonii :

Na Polski Czerwony Krzyż:

P. Barber z Londynu 10 fr. Z ogłoszonemi po-
przednio razem 17 fr. 25.

Na Sokół Paryski:

P. Dr. Gierszyński z Chartres 20 fr.

Na szkołę im. Szawlisa :

P. Dr. Gierszyński z Chartres 10 fr.

KRONIKA

◎ Wiadomości kościelne.

Z powodu uroczystości Wszystkich Świętych
odbędzie się w przyszły wtorek, t. j. 1 listopada
uroczysta Msza Sw. z kazaniem polskim w
Assomption o godz. 10 i pół. Nazajutrz, w dzień
zaduszny Msza Sw. żałobna z okoliczościowem
przemówieniem, o tej samej godzinie.

◎ Obchód 72 rocznicy śmierci Szopena.

W ubiegłą niedzielę, 23 października, stara-
niem Tow. *Fredéric Chopin* odbył się na cmentarzu Père Lachaise obchód 72 rocznicy śmierci
wielkiego muzyka.

O godz. 11 rano zebrało się przy grobowcu
Szopena grono jego wielbicieli, Francuzów i
Polaków z pp. Kamilem Le Senne, prezesem i

BIENENFELD JACQUES

KUPUJE : Perły, Drogie Kamienie
Biżuterje okazyjne.
PARYŻ 62, rue Lafayette, 62
Téléph. : CENTRAL 90-10

POLSKA FABRYKA MEBLI
Artystycznych we wszystkich
STYLACH

MAKULUS &
— — — **MAŁACHOWSKI**
45, i 47 rue de Reuilly — Paryż (XIIe)
(métro Reuilly)

Wielki Wybór na Składzie

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski
w Paryżu

A. MAKOWSKI
10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS
(koło nr. 51, bulw. St-Germain)

Wielki wybór futer.
Modele pierwszorzędnych domów.
Przechowywanie i przerabianie futer.
Ceny umiarkowane, w sezonie letnim
znacznie niższe.

TYGODNIK ILLUSTRÓWANY
sprzedaż pojedyńczych numerów TYGODNIKA,
przyjmowanie prenumeraty na TYGODNIK
i ogłoszeń do TYGODNIKA
w Księgarni POLONII,
3 bis, rue La Bruyère. Paris.

Edwardem Ganche, założycielem tegoż towarzystwa. Na mogile złożono pęki kwiatów, przema-
wiali pp. Le Senne i Ganche, streszczając życie i twórczość Szopena i podkreślając, że jego po-
chodzenie i cała działalność jest moralnym, nie-
rozwarternym łącznikiem między Francją a Po-
lską. Następnie panna Cecylja Vellini z Odeonu wypowiedziała wiersz Norwida *Le Piano de Chopin* (w przekładzie P. Marii Kasterskiej), a p. Maksym Lery, również artysta Odeonu, wiersz René Fauchois *Ange de la musique*.

Podczas całego obchodu panował uroczyście
nastrój. Dokonano kilku zdjęć fotograficznych
z uczestników obchodu.

◎ Szkołka im. Szawlisa.

Administracja szkolki im. Szawlisa dla
działalności polskiej podaje do wiadomości rodziców,
że wykłady w szkole odbywają się co czwartek
od godz. 2 do 6 popołudniu. Zapisy dzieci przyj-
muje się w szkółce (barak nr. 8, Bl. Lannes,
metro porte Dauphine) i u p. M. Szawlisa (15, rue
de l'Arc de Triomphe).

Administracja zwraca się z gorącą prośbą do
wszystkich rodaków o popieranie szkolki, która
ma za cel nauczanie działalności polskiej języka
ojczystego i wszczępienie jej idei polskiej.

Dary i składki przyjmują administracja Polonii
i p. Szawlisa. Mamy nadzieję, że kolonia polska
nie odmówi swego poparcia szkolce, dążącej do
tak patriotycznego celu.

ANTIQUITES & OBJETS D'ART

J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Elysée 07-71
Kupuje i placzy drogo meble starożytne,
brony, makaty.

CAFÉ DE LA ROTONDE

Rendez-vous
Arystów Ma-
105, boulev. du larzy, Rzeźbiarzy, Muzyków,
Montparnasse Literatów Polskich i polskiej
Téléph. Saxe 26-82. Młodzieży uniwersyteckiej.

Compagnie Générale Transatlantique
PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostatki
dla podróżujących Iej,
IIej i IIIej klas.

Wyjazd z Havru co sobota.
Pociągi specjalne z Paryża do Havru.
Bliszzych informacji udziela Biuro
6, Rue Auber, PARIS

Lekcje gry na fortepianie i języka
angielskiego.

KAZIMIERZ JARZĘBOWSKI,
7, rue Vaugirard. — PARIS VI.

GABINET LEKARSKI

Doktora Massonnet'a

50, RUE DE CHATEAU-LANDON — PARIS
(métro Aubervilliers)

Choroby ogólne i choroby krwi

CHORODY KOBIECE

Codziennie od 1 do 3 i od 8 do 9 wieczorem
oraz na Rendez-Vous listownie zamówione

FOURRURES — PELLETERIES**E. ROSNER & Cie**

48, rue du Colisée, PARIS (8^e)
Tél. : Elysée 21-46

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać mar-
kami pocztowymi 75 centimów na druk nowych
opasek.

RYNEK PIENIĘŻNY

Paryż dnia 26 października 1921

Funty angielskie.....	53 fr. 88 1/2
Dolary ameryk.....	13 fr. 63
Franki belg.....	98
Franki szwajc.....	2 fr. 47 1/4
Marki niem.....	8 3/8
Korony czeskie.....	14 1/4
Leje rumuńskie.....	9 1/4
Korony austri.....	0 3/4
Liry włoskie.....	54
Marki polskie :	
Banknoty.....	047
Czeki na Warszawę.	034-036 1/2
Tysiąc marek polskich..	3 fr. 60

Przejedzdnym Rodakom Administracja POLO-
NII udziela bezinteresownie wskazówek i infor-
macji we wszystkich kwestjach i sprawach ban-
kowych, przemysłowych, handlowych, konsul-
tarnych. Można zgłaszać się codziennie, między
godziną 5 a 6 po południu.